Espoirs et risques

liés à l'expansion actuelle du pétrole et du gaz en Afrique centrale et occidentale

Remerciements

Autrices : Dorothy Guerrero, Oumou Koulibaly et Trusha Reddy

Equipe éditoriale : Connie Nagiah, Dorothy Guerrero, Oumou Koulibaly et Trusha Reddy

Illustration et design : Sally Whines et Vecteezy

Traductrice : Nathalie Heynderickx

Photos : WoMin African Alliance, Lumière Synergie pour le Développement (LSD), Shutterstock, Kodda (opposite page), Pixabay

Révision éditoriale : Leah Marais, Anglais, et Oumou Koulibaly, Francais

Coordonnées : info@womin.africa

Siteweb : www.womin.africa

Cette ressource est en libre accès. Elle peut être téléchargée et utilisée librement, sous réserve de mentionner WoMin Alliance comme source

WoMin African Alliance

Office 902, floor 9,
Southpoint Corner,
87 De Korte Street,
Johannesburg, 2001

Email: info@womin.africa
Website: www.womin.africa

Dossier de WoMin sur le pétrole et le gaz

Ce document s'appuie sur une étude menée sur 19 pays d'Afrique centrale et de l'ouest. Il s'agit du premier d'une série de publications sur le pétrole et le gaz.

Table des matiéres

Introduction 2

Le pétrole et le gaz : une question de droits des femmes ! 4

l'Afrique est en pleine crise climatique ! 5

Le pétrole et le gaz de l'Afrique centrale et occidentale 6

Tendances émergentes dans la sous-région 10

Financiers publics 10

Financiers privés 10

Principales entreprises 10

Oléoducs / Gazoducs 12

Système de pipelines d'Afrique centrale (CAPS) 12

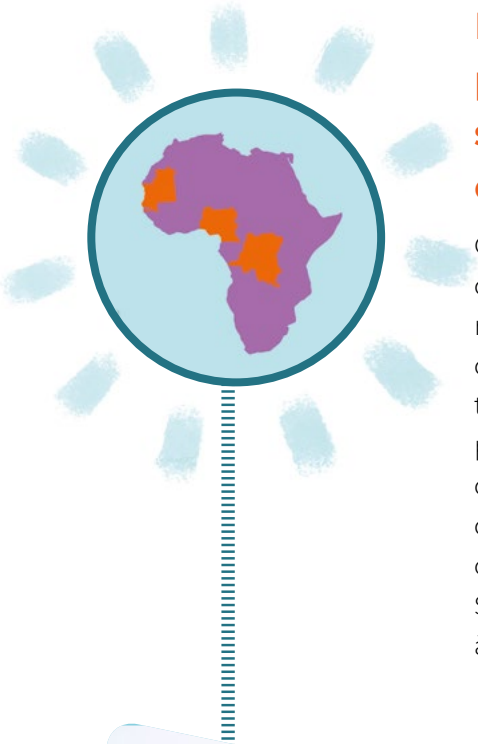
Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest (également connu sous le nom de gazoduc Nigeria-Maroc) 12

Un consensus croissant sur des alternatives énergétiques justes pour l'Afrique 13

La nécessité d'un nouveau modèle 15

Références 17

Introduction



L'Afrique est confrontée à un boom de l'expansion pétrolière et gazière qui devrait avoir un impact significatif sur les conditions climatiques et environnementales de la région et de la planète.

On estime que le continent recèle 125,3 milliards de barils de réserves prouvées de pétrole[1] et qu'il a représenté[2] 40 % des découvertes de gaz naturel dans le monde entre 2010 et 2020. Une grande partie de cette expansion se déroule dans plusieurs pays le long de vastes côtes, impliquant des opérations à terre, en mer et flottantes dans différentes parties du continent. Parmi les pays touchés figurent le Cameroun, la Mauritanie, le Nigeria, la République démocratique du Congo et le Sénégal. Le gazoduc offshore Nigeria-Maroc, qui s'étend sur 6 000 km et devrait être le plus long du monde, longera la côte ouest-africaine du Nigeria au Maroc, en passant notamment par le Sénégal et la Mauritanie, où il se raccordera au gazoduc Maghreb-Europe et, à terme, au réseau gazier européen.

Photo : Atelier "Comprendre le pétrole et le gaz et élaborer une stratégie régionale féministe pour l'Afrique centrale et de l'Ouest", tenu en mai 2025 à Saly, au Sénégal

La plupart, sinon la totalité, des nouveaux projets se déroulent dans des zones vulnérables sur le plan climatique et écologique, notamment le long du littoral ouest-africain, qui est touché par une forte érosion côtière et une élévation du niveau de la mer. Les paysans et les pêcheurs subissent déjà les conséquences de ces impacts climatiques, et les nouveaux projets ne feront qu'aggraver leur situation précaire. Si l'on connaît déjà bien les conséquences de l'exploitation pétrolière et gazière dans des pays comme le Nigeria, qui a une longue histoire d'extraction, les impacts auxquels pourraient être confrontés les pays pionniers sont moins connus, voire inconnus, des communautés locales, qui sont plus sensibles au discours des gouvernements et des entreprises sur les avantages escomptés qu'aux coûts, qui risquent d'être considérables.

L'extraction pétrolière et gazière est destructrice à bien des égards, notamment en raison du tort causé aux communautés de première ligne dont les terres sont accaparées et l'eau et l'air pollués, ce qui entraîne des problèmes de santé, en particulier pour les femmes et les enfants, et met en péril les espèces animales et végétales ainsi que l'écologie globale.

Photo : Unsplash Zoshua Volah / Pirogues de pêche sur la côte ouest-africaine

On dit que les régions dépendantes souffrent d'une « malédiction des ressources », où l'extraction d'abondantes réserves de pétrole et de gaz n'a pas contribué à la création de richesses ou au développement des populations locales. En effet, plus de 600 millions de personnes, surtout en Afrique subsaharienne, n'ont toujours pas accès à l'électricité, malgré d'importantes découvertes de pétrole et de gaz. Au lieu de la prospérité, c'est le contraire qui s'observe. Cela s'explique par le fait que de nombreuses entreprises étrangères échappent aux impôts locaux et transfèrent illicitement leurs bénéfices vers des paradis fiscaux, souvent en collusion avec des fonctionnaires complices afin de détourner les recettes nationales. Le nouveau discours de l'industrie, qui tente de présenter le gaz comme un combustible « de transition », n'arrange rien. Pourtant, la volonté d'extraire la dernière goutte de pétrole et le dernier mètre cube de gaz entraînera un changement climatique galopant et une dégradation de l'environnement.

Le pétrole et le gaz : une question de droits des femmes !

Les femmes sont touchées de manière disproportionnée par les impacts des projets pétroliers et gaziers en raison de leur rôle social, économique et culturel, notamment :

Impacts sur la santé : Les femmes sont plus susceptibles de souffrir de problèmes de santé liés à la pollution de l'air causée par les projets pétroliers et gaziers. Elles ont également moins accès aux soins de santé dans les zones rurales, en particulier dans les pays en développement comme le Sénégal, où sont implantés de nombreux projets pétroliers et gaziers.

Impacts économiques : Les projets pétroliers et gaziers touchent de manière disproportionnée les moyens de subsistance des femmes. Par exemple, les femmes, qui sont généralement des agricultrices ou des pêcheuses de subsistance, peuvent subir des pertes de revenus et d'emplois en raison de la pollution et de la contamination des plans d'eau résultant des activités pétrolières et gazières.

Impacts sociaux : Les projets pétroliers et gaziers peuvent créer des conflits sociaux, et les femmes et leurs familles sont souvent victimes de violences et d'intimidations de la part des forces de sécurité et des représentants du gouvernement, en particulier lorsqu'elles s'opposent aux projets. Les femmes touchées par les projets pétroliers et gaziers peuvent également être victimes de bouleversements sociaux en raison de leur réinstallation forcée et de la violence qui en découle de la part des communautés dans lesquelles elles sont réinstallées.

En outre, les camps installés par les entreprises autour des projets pétroliers et gaziers peuvent entraîner un afflux d'hommes, ce qui augmente les cas d'exploitation sexuelle des jeunes filles et des femmes.

Impacts culturels : Les femmes étant souvent les gardiennes de leur culture respective, les projets pétroliers et gaziers peuvent entraîner des bouleversements culturels lorsque les familles sont contraintes de quitter leurs terres ancestrales. La perte des liens culturels et du patrimoine compromet le rôle des femmes dans le maintien des pratiques culturelles de leur communauté.

Photo : LSD / Prise lors de l'Assemblée sur l'Energie tenue à Saint Louis, au Sénégal, du 28 au 30 aout 2024

l'Afrique est en pleine crise climatique !

L'Afrique est confrontée à une dégradation du climat plus rapide que la moyenne mondiale.

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a indiqué en 2024 qu'au cours des 60 dernières années, l'Afrique s'est réchauffée d'environ +0,3°C par décennie.[3] Les catastrophes liées au changement climatique se produisent plus fréquemment et avec une intensité croissante, faisant peser un fardeau disproportionné sur les femmes et ayant de graves répercussions sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'éducation, les infrastructures, la paix et la sécurité, la santé publique, les ressources en eau et le développement socioéconomique dans son ensemble. On estime également que d'ici à la fin de 2030, jusqu'à 118 millions de personnes extrêmement pauvres, c'est-à-dire vivant avec moins de 1,90 dollar par jour, seront exposées aux effets extrêmes du changement climatique induit par l'homme.

Les pays africains perdent de 2 à 5 % de leur produit intérieur brut (PIB) en raison de catastrophes liées au climat, et nombre d'entre eux consacrent jusqu'à 9 % de leur budget à la lutte contre les phénomènes climatiques extrêmes.

Rien qu'en Afrique subsaharienne, le coût de l'adaptation est estimé entre 30 et 50 milliards de dollars par an au cours de la prochaine décennie.

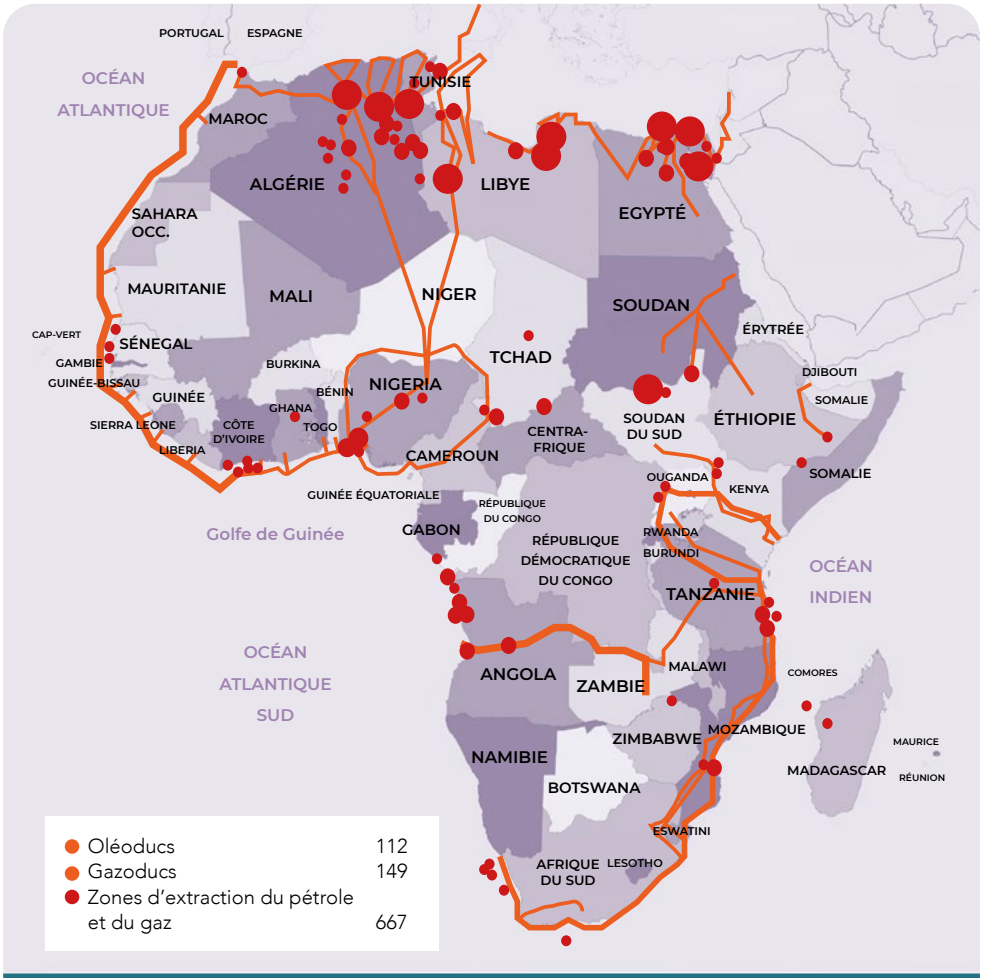
Bien que les 52 pays du continent soient les plus exposés aux incidences du changement climat, à l'exception du Nigeria et de l'Afrique du Sud, ils n'ont collectivement contribué qu'à environ 3 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre depuis 1850.[4]

Le pétrole et le gaz de l'Afrique centrale et occidentale

En Afrique centrale et occidentale, d'importantes nouvelles réserves de pétrole et de gaz ont été découvertes, notamment le gisement de Sangomar au Sénégal et le complexe gazier Grand Tortue Ahmeyim (GTA).

Des multinationales telles que Woodside, BP, Kosmos, Eni et Chevron se livrent une concurrence acharnée pour signer des contrats avec les gouvernements en vue de développer, de produire et de contrôler ces ressources.

Dans une étude exploratoire de la région, WoMin African Alliance[5] a constaté que l'expansion du pétrole et du gaz se trouve à différents stades de développement.



Carte des projets pétroliers et gaziers en Afrique[6]

Photo : WoMin | Des femmes de la Communauté Baka, au Cameroun

Les producteurs de pétrole les plus importants dans la région sont le Gabon, le Nigeria et la République du Congo. Le **Nigeria** produit du pétrole depuis près de sept décennies et est actuellement le dixième producteur mondial de pétrole, avec environ 38 milliards de barils de réserves prouvées de pétrole et une production moyenne de 1,4 à 1,7 million de barils par jour (bpj).[7] L'industrie pétrolière est un facteur majeur de l'économie nigériane, représentant plus de 80 % des recettes d'exportation du pays et environ la moitié des recettes publiques, bien qu'elle contribue pour moins de 10 % au PIB. Le pays dispose également d'importantes réserves de gaz naturel. En 2021, le gouvernement a estimé que le Nigeria détenait 206,53 trillions de pieds cubes (Tcf) de réserves prouvées de gaz naturel, dont environ 100,7 Tcf de gaz associé et 105,8 Tcf de gaz non associé.[8]

Cependant, malgré cette richesse, la plupart des Nigérians continuent de vivre dans la pauvreté.

Le **Gabon** constitue un autre exemple de pays pétrolier à haut revenu marqué par de profondes inégalités depuis les années 1950. Le pétrole représente 81 % des exportations du pays et 43 à 46 % du PIB national.[9] Toutefois, des inégalités généralisées persistent, un tiers de la population vivant dans la pauvreté. De même, la **République du Congo** a lancé son industrie pétrolière dans les années 1960 et produit actuellement entre 267 000 et 300 000 barils par jour, le pétrole représentant près de 80 à 89 % des exportations et contribuant à environ 50 % du PIB.[10]

Les producteurs de pétrole relativement plus récents sont le Cameroun, le Ghana, la Guinée équatoriale, le Niger et le Tchad.

Le champ pétrolier Jubilee du **Ghana** est entré en production en 2010, et les réserves pétrolières du pays sont estimées entre 660 millions et 1 milliard de barils. La production totale de pétrole brut en 2024 a atteint environ 48,24 millions de barils, soit un niveau presque identique à celui de 2023. Jubilee a contribué à environ 66% de la production totale, le reste étant constitué de TEN et de Sankofa.[11]

Dans les ménages, de nombreux Ghanéens dépendent encore de sources d'énergie traditionnelles telles que la biomasse et le charbon de bois pour cuisiner. L'approvisionnement en énergie reste instable, en particulier dans les zones rurales, en raison de délestages intermittents et de coupures de courant.

Le **Niger**, principalement connu pour ses exportations d'uranium, possède également des réserves prouvées de pétrole d'environ 1 milliard de barils.[12] À la mi-2024, sa production de pétrole brut était d'environ 20 000 à 25 000 bpj, mais le gouvernement prévoit de la porter à 110 000 bpj[13] grâce à des projets tels que le champ d'Agadem et l'oléoduc d'exportation Niger-Bénin, inauguré en mai 2024.

Le **Cameroun** a redémarré sa production pétrolière en 2021, après une longue interruption remontant à 1977, et produit actuellement environ 70 000 bpj ; sa production de gaz naturel est estimée à environ 32 milliards de pieds cubes par an.

La **Guinée équatoriale** produit du pétrole et du gaz depuis les années 1990, et cette industrie représente plus de 90 % des recettes d'exportation. Le pays produit 120 000 bpj et a généré 3,4 trillions de pieds cubes de gaz naturel en 2020.

Le **Tchad** a commencé à exporter du pétrole en 2003 et le secteur pétrolier représente 70 à 90 % des recettes d'exportation. La production s'est élevée en moyenne à environ 140 000 bpj au début de 2024, contre environ 100 000 à 123 000 bpj les années précédentes. Les réserves prouvées de pétrole du Tchad sont estimées à 1,5 milliard de barils.

Le dernier arrivé est le **Sénégal**. À l'instar des autres pays de l'étude, le gouvernement sénégalais se réjouit de cette nouvelle source de revenus, le pays ayant commencé à produire du pétrole en juin 2024. Le projet Sangomar, une coentreprise entre le géant australien de l'énergie Woodside et la société nationale sénégalaise Petrosen, produit actuellement 100 000 bpj. Le président Bassirou Diomaye Faye a l'intention de poursuivre la production et affirme qu'il s'agit de la clé de la croissance du pays. Le Sénégal envisage également de renégocier l'accord avec Woodside afin de tenir la promesse électorale de M. Faye.[14]

Le **Togo** joue un rôle important dans le paysage énergétique régional grâce au gazoduc de l'Afrique de l'Ouest, mais à ce jour, le Togo ne produit ni pétrole ni gaz naturel. Bien que des activités d'exploration aient eu lieu, aucune réserve commercialement viable n'a été découverte.

Photo : WoMin | Marche populaire, Contre-sommet des Réunions annuelles du Groupe de la Banque Mondiale et du FMI, 12-15 octobre 2024, Marrakech, Maroc

WoMin a mis en relation les mouvements grandissants au Sénégal qui s'opposent à l'exploitation pétrolière et gazière avec ceux du Nigeria, afin de leur permettre de tirer parti de la longue expérience du Nigeria en matière de mobilisation autour des industries pétrolières et gazières.

Les pays considérés comme de grands producteurs potentiels de pétrole sont la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, la République démocratique du Congo (RDC) et le Sénégal. La RDC dispose de ressources pétrolières et gazières importantes mais encore sous-développées. Ses réserves prouvées s'élèvent à environ 180 millions de barils, mais les estimations géologiques suggèrent qu'elles pourraient dépasser les 5 milliards de barils.[15] Cependant, la production quotidienne reste faible, à 25 000 bpj, en raison des problèmes d'infrastructure.

Le pétrole offshore de la **Mauritanie** a été découvert en 2001. Les réserves du pays sont estimées à plus d'un milliard de barils d'équivalent pétrole.

Le premier gisement de pétrole de la **Côte d'Ivoire** a été découvert dans les années 1990, et une nouvelle découverte importante a été faite en 2021, avec des réserves potentielles de 2,5 milliards de barils de pétrole brut et de 3,3 trillions de pieds cubes de gaz naturel.[16]

Des travaux d'exploration sont en cours au Bénin, en Gambie et en Guinée-Bissau. L'exploration pétrolière et gazière a commencé en République centrafricaine (RCA) dans les années 1950, mais l'industrie n'a pas encore décollé. Les ressources pétrolières et gazières du Liberia et de la Sierra Leone sont encore en cours d'exploration.

Certains pays non abordés dans l'étude, notamment la Guinée (Conakry), le Liberia, la République centrafricaine, São Tomé et Príncipe et la Sierra Leone méritent d'être mentionnés, compte tenu de l'intérêt croissant des entreprises énergétiques pour la région et de sa dynamique sociopolitique complexe, et du fait que plusieurs pays se lancent dans l'exploitation du pétrole et du gaz ou l'intensifient, dans un contexte de hausse de la demande mondiale et des besoins locaux en matière d'énergie.

Tendances émergentes dans la sous-région

Financiers publics

La Banque africaine de développement (BAD) participe au financement de certains aspects des projets dans les 19 pays étudiés par WoMin. Dans nombre de ces pays, la Banque soutient la construction de pipelines, d'installations portuaires et d'autres infrastructures. Elle a également fourni une « assistance et un soutien techniques » pour aider les pays à développer leurs secteurs pétrolier et gazier. La Banque a une approche nuancée du pétrole et du gaz, qui reconnaît le rôle continu du gaz dans la transition énergétique et dans la garantie de la sécurité énergétique dans des contextes spécifiques, en particulier dans les secteurs intermédiaires et en aval.

Il convient de noter que la Société financière internationale (la branche privée de la Banque mondiale) et la Banque d'exportation et d'importation de Chine constituent d'autres sources de financement publiques.

Financiers privés

Bien que l'on ne dispose pas d'informations détaillées sur tous les financiers privés impliqués, la Standard Bank figure dans plusieurs projets. À l'instar de la BAD, elle semble privilégier le financement des énergies renouvelables. Toutefois, dans la pratique, la Banque soutient le gaz en tant que combustible de transition et investit de plus en plus dans les secteurs intermédiaires et en aval, tels que les pipelines et les infrastructures. La banque participe également directement au financement du développement du champ gazier Grand Tortue Ahmeyim, situé à cheval sur la frontière maritime entre le Sénégal et la Mauritanie. En outre, la banque a financé le développement du champ gazier OCTP exploité par Eni, qui s'étend au-delà des frontières maritimes de la Côte d'Ivoire et du Ghana.

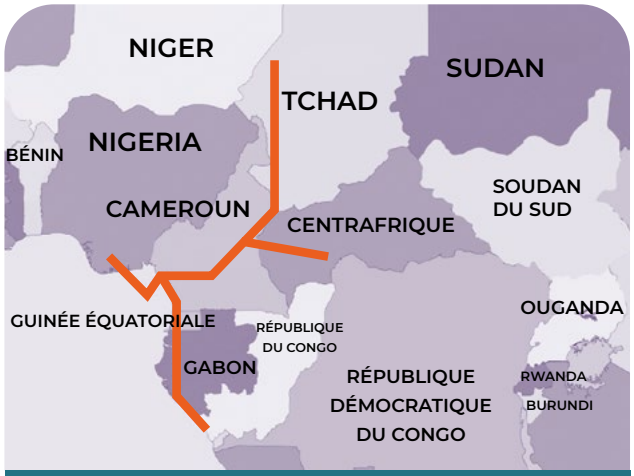
Principales entreprises

Certaines des plus grandes compagnies pétrolières, notamment BP, Total, Shell, ExxonMobil et Eni, participent aux nouveaux projets les plus importants. La société BP, par exemple, est impliquée dans le projet sénégalais Grand Tortue Ahmeyim, ainsi que dans un gazoduc connexe. Le projet BP chevauche la frontière maritime entre le Sénégal et la Mauritanie. Total est également présente au Sénégal.

En collaboration avec la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC), les sociétés TotalEnergies SE, Eni Ltd, Chevron Corporation et Perenco PLC contrôlent le plus grand projet pétrolier et gazier d'Afrique centrale, situé en République du Congo. D'autres sociétés, telles que Woodside Energy, Tullow Oil et Kosmos Energy, sont actives dans différents pays. Tullow Oil participe à deux projets au Ghana. Certaines compagnies pétrolières nationales sont également co-promoteurs de ces projets.

Société	Pays	Projets principaux
BP	Mauritanie, Sénégal	Gaz offshore GTA
Woodside	Sénégal	Sangomar pétrole offshore
TotalEnergies	Congo, Gabon, Nigeria	Pétrole et gaz offshore, gaz naturel liquéfié (GNL)
ENI	Congo, Guinée équatoriale, Nigeria	Infrastructures flottantes de gaz et de gaz naturel liquéfié (FLNG)
ExxonMobil	Guinée équatoriale (historique), Mauritanie	Cession de certains actifs
Shell	Nigeria	Infrastructures pétrolières et gazières en eaux profondes, désinvestissement des activités terrestres
Chevron	Nigeria	Pétrole offshore, coentre-prise dans le gaz et le GNL
Perenco	Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale	Exploite des gisements matures, investit dans de nouveaux gisements plus petits et des gisements marginaux
Tullow Oil	Côte d'Ivoire, Ghana	Champs Jubilee et TEN (Ghana) ; exploration (Côte d'Ivoire)
Kosmos Energy	Ghana, Mauritanie, Sénégal	Co-promoteur de GTA, partenaire de Jubilee, explorateur agressif des bassins frontaliers

Oleoducs / Gazoducs



Système de pipelines d'Afrique centrale (CAPS)

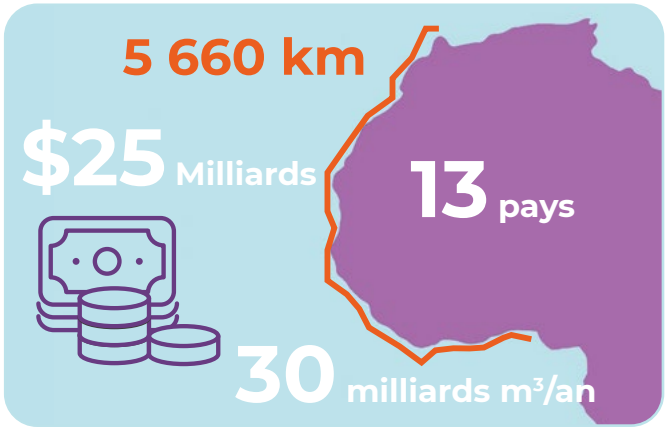
Système de pipelines d'Afrique centrale (CAPS)

Le plus grand projet de développement pétrolier et gazier en Afrique centrale est un réseau d'oléoducs et de gazoducs de 6 500 km, destiné à relier les ressources pétrolières et gazières de 11 pays d'Afrique centrale. Le réseau reliera des dépôts de stockage, des usines de traitement de GNL, des centrales électriques, des stations de pompage, des stations de chargement de camions, des raffineries et des points d'entrée et de déchargement. Les pays participant au système de pipelines de l'Afrique centrale (CAPS) sont l'Angola, le Burundi, le Cameroun, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la République du Congo, le Rwanda, le Tchad et, éventuellement, Sao Tomé-et-Principe.

Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest

Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest (également connu sous le nom de gazoduc Nigeria-Maroc)

Le gazoduc est un projet d'infrastructure à grande échelle visant à transporter le gaz naturel nigérian vers le Maroc et, éventuellement, vers l'Europe. Il devrait s'étendre sur 5 660 km, traverser 13 pays d'Afrique de l'Ouest et avoir une capacité de 30 milliards de mètres cubes par an. La construction devrait commencer d'ici 2029. Les Émirats arabes unis ont accepté de contribuer au financement de ce projet estimé à 25 milliards de dollars américains.



Un consensus croissant sur des alternatives énergétiques justes pour l'Afrique

Bien que le « comment » fasse encore l'objet de débats, un consensus se dégage de plus en plus sur la nécessité d'une transition énergétique pour s'affranchir des combustibles fossiles.

Le coût des sources d'énergie renouvelables et des technologies, telles que l'énergie solaire, diminue déjà rapidement, et elles constituent aujourd'hui la forme d'énergie la moins chère.[17] Alors que les pays étudiés sont encore en développement et espèrent des revenus futurs, la volonté de s'éloigner d'une économie à forte intensité de carbone et d'augmenter la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique gagne du terrain. L'introduction progressive des énergies renouvelables est en cours, et les marchés mondiaux du pétrole et du gaz finiront par se contracter. Cela pourrait entraîner des difficultés économiques pour les pays qui dépendent fortement des exportations de pétrole et de gaz et qui s'y sont pleinement engagés.

Ambitions pour l'accès à l'énergie en Afrique

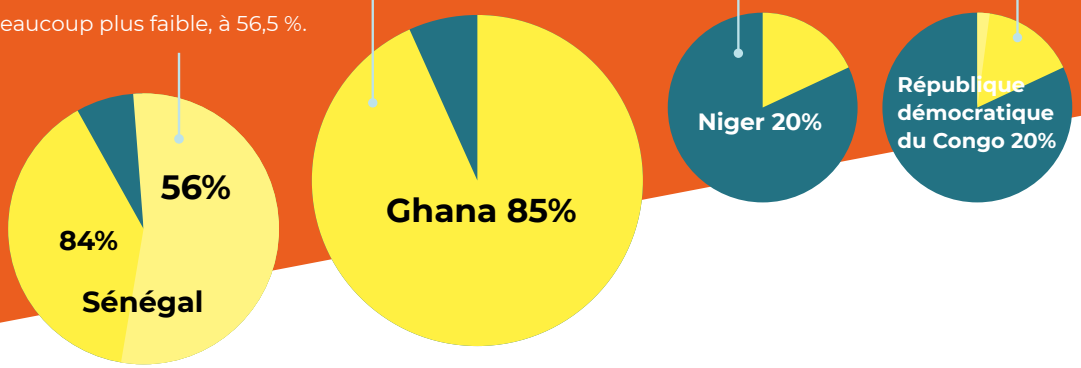
Les pays étudiés dans le cadre de l'étude de Womin présentent des niveaux d'accès à l'énergie variables, et de nombreux gouvernements ont pour objectif de mettre en œuvre des programmes nationaux d'électrification afin de porter le taux d'accès à l'électricité à 100% d'ici 2030. Cependant les communautés rurales souffrent systématiquement de précarité énergétique.

Le taux d'accès national moyen se situe entre 60 et 70 % dans des pays comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, et le Nigeria.

Au Sénégal, le taux d'accès national a atteint 84 % en 2023, mais l'accès en milieu rural reste beaucoup plus faible, à 56,5 %.

Le Ghana est le pays d'Afrique subsaharienne où l'accès à l'électricité est le plus élevé (85 %), tandis qu'à l'autre extrémité du spectre, le Niger n'atteint que 20 %, bien que des projets solaires ciblés visent à porter l'accès en milieu rural de 20 % à 75 %.

La République démocratique du Congo se maintient à environ 20 %, avec une couverture rurale d'à peine 2 %.



Cependant, le problème fondamental réside dans le fait qu'à l'échelle mondiale, et en particulier en Afrique, la transition vers les énergies renouvelables se fait de manière injuste, non planifiée et inéquitable, sous le contrôle des entreprises.

Les pays africains doivent se préparer à la transition mondiale vers les énergies renouvelables. Continuer à dépendre des sources d'énergie et de richesse fossiles à court et moyen terme serait la recette d'une déception future, voire d'une catastrophe.

D'autre part, l'extraction de minéraux et de métaux verts est nécessaire pour construire de grands parcs solaires et éoliens et alimenter les véhicules électriques. Or, cette extraction s'inscrit dans le modèle de développement actuel, axé sur la croissance et le profit à tout prix, ce qui implique une exploitation rapide et à grande échelle des minéraux dans des territoires écologiquement fragiles, souvent gérés par des paysans et des communautés autochtones.

D'autres alternatives, telles que le développement de l'hydrogène vert, ont également été proposées, mais de nombreuses questions subsistent, notamment « qui profite de cette énergie ? ». Dans la plupart des cas, l'hydrogène vert est développé dans les pays du Sud, comme ceux d'Afrique, et est destiné à être exporté vers les pays du Nord pour soutenir leur transition énergétique. Si le coût des infrastructures reste à notre charge en Afrique, il en va de même pour la perte de vastes superficies de terres, souvent par le biais d'accaparements fonciers, nécessaires à sa production.

Photo : Pixabay distelAPPArath / Parc éolien

La nécessité d'un nouveau modèle

L'énergie est un moyen de production et de reproduction essentiel dans la division mondiale du travail. C'est pourquoi l'énergie est au cœur des luttes mondiales pour les processus, la technologie, la propriété, le contrôle et l'autonomie.

Ces luttes ont des dimensions à la fois politiques et matérielles. Il faut renforcer la perspective féministe dans la lutte pour le contrôle de l'énergie et des secteurs à forte intensité énergétique. De nombreux mouvements, en particulier dans les pays du Sud, voient un lien étroit entre la nationalisation de l'énergie et la lutte plus large pour des alternatives écosociales et systémiques dans les pays dotés de ressources minérales. Cependant, la nationalisation seule ne suffit pas ; il faut également socialiser l'énergie pour s'assurer qu'elle réponde aux besoins et aux aspirations de la majorité. Ce débat doit établir un lien étroit entre l'histoire coloniale et la lutte actuelle pour la justice énergétique et une transition inclusive et juste.

Photo : Des femmes de la communauté en route pour l'Assemblée sur l'Energie, tenue à Saint Louis, Sénégal, organisée par WoMin et LSD, du 28 au 30 aout 2024

Photo : WoMin | Ecole feministe anglophone

Les fonds destinés à l'expansion énergétique, qu'il s'agisse de combustibles fossiles ou d'énergies renouvelables, prennent la forme de prêts. Cela aggrave les relations d'endettement injustes et perpétue le déséquilibre mondial en matière de dette et de réalité climatique. Environ 90 % des pays endettés sont également les plus vulnérables au changement climatique. Les pays africains empruntent davantage, ce qui accroît à la fois leur endettement et la charge de remboursement de la dette. Ce cycle révèle la structure actuelle de la transition verte : il s'agit d'ouvrir les marchés et d'endetter à nouveau les pays du Sud, cette fois au nom de la transition énergétique et de la sauvegarde de la planète.

Pour WoMin et ses organisations et réseaux partenaires, travailler sur des alternatives est une priorité absolue, et la transition juste offre de nombreuses voies prometteuses. Nous devons éduquer, organiser et mobiliser autour des minéraux de transition et approfondir notre compréhension des politiques sociales qui étayent une transition socialement juste. Il s'agit notamment de :

Exiger des pays du Nord un financement climatique à la hauteur de leurs responsabilités, compte tenu de leur dette climatique colossale envers l'Afrique.

Faire pression sur les banques multilatérales, comme la Banque africaine de développement, pour qu'elles augmentent le financement des projets climatiques, en accordant une plus grande part aux subventions et non aux prêts.

Plaider en faveur d'une répartition plus équitable et plus juste des bénéfices tirés des minéraux de transition.

Nous devons intensifier notre plaidoyer en faveur de l'extraction des minerais de transition, sécuriser les systèmes alimentaires dans les zones d'extraction et placer la justice en matière de genre au cœur des politiques industrielles pour une industrialisation durable en Afrique.

Références

1. Chisom, M., « Africa's oil giants: The top 10 countries by reserves in 2024 », Business Day, 20 août 2024, https://businessday.ng/energy/article/africas-oil-giants-the-top-10-countries-by-reserves-in-2024/
2. Le Groupe de la Banque mondiale, « Africa's Pulse », Volume 27, Avril 2023, https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/b25833ff-3f51-4e0b-905a-5e411d9f0f7c/content
3. Organisation Météorologique Mondiale, " l'Afrique supporte un fardeau disproportionné lié aux couts de l'adaptation au changement climatique", septembre 2024 https://wmo.int/news/media-centre/africa-faces-disproportionate-burden-from-climate-change-and-adaptation-costs
4. Programme des Nations Unies pour l'Environnement, "Repondre au changement climatique: l'Afrique" https://www.unep.org/regions/africa/regional-initiatives/responding-climate-change
5. WoMin African Alliance a mené une étude exploratoire dans 19 pays en 2024 afin de déterminer l'état de l'exploration, de l'exploitation et des opérations pétrolières et gazières dans les pays couverts. Les pays concernés par la recherche sont le Bénin, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Gambie, le Ghana, la Guinée-Bissau, la Guinée équatoriale, le Liberia, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, la République démocratique du Congo, la République centrafricaine, la République du Congo, le Sénégal, la Sierra Leone, le Tchad et le Togo.
6. Tracker Map - Global Energy Monitor
7. Bulletin statistique annuel de l'OPEP 2024, https://www.opec.org/annual-statistical-bulletin.html
8. Nigerian Upstream Petroleum Regulatory Commission, « Nigeria's Proven Gas Reserve Now 206.53 TCF, Says DPR », Juin 2021 https://www.nuprc.gov.ng/nigerias-proven-gas-reserve-now-206-53tcf-says-dpr/
9. Voir : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/07/18/le-gabon-du-general-oligui-nguema-se-reapproprie-une-partie-de-son-petrole_6252144_3212.html
10. Energy Capital and Power, « Congo's Upstream Sector Drives Economic Recovery », 4 mars 2022 https://energycapitalpower.com/congos-upstream-sector-drives-economic-recovery/
11. Oppong, E., « Jubilee Oil Field output drops to 89,000 bpd over government's indebtedness », 29 novembre 2024, https://citinewsroom.com/2024/11/jubilee-oil-field-output-drops-to-89000-bpd-over-governments-indebtedness/#:~:text=Production%20from%20Ghana's%20Jubilee%20oil,debts%20owed%20by%20the%20government
12. African Business, « Niger: an attractive nation with an emerging oil industry », 8 novembre 2021 https://african.business/2021/11/energy-resources/niger-an-attractive-nation-with-an-emerging-oil-industry#:~:text=Niger%20offers%20a%20favourable%20business,of%20the%20country's%20oil%20industry
13. Nanyang Technological University Singapore, « Oil begins to flow through China-backed Niger-Benin pipeline », 28 avril 2024 https://www.ntu.edu.sg/cas/news-events/news/details/oil-begins-to-flow-through-china-backed-niger-benin-pipeline
14. Rukanga, B., « Senegal starts producing oil as president promises benefits », BBC News, 12 juin 2024 https://www.bbc.co.uk/news/articles/c722n9g5w22o
15. Ambassade de la République démocratique du Congo (RDC) aux États-Unis d'Amérique, « Hydrocarbon » https://www.ambardcusa.org/invest-in-the-drc/industries/hydrocarbon/
16. Coulibaly, L. and Felix, B., « La Côte d'Ivoire prévoit de multiplier par plus de trois sa production de pétrole d'ici 2027 », 18 juin 2024 https://www.cnbcafrica.com/2024/ivory-coasts-gdp-growth-seen-at-around-7-between-2024-2027-president-says/
17. Agence internationale pour les énergies renouvelables, « Renewables Competitiveness Accelerates Despite Cost Inflation : Press Release » 29 août 2023 https://www.irena.org/News/pressreleases/2023/Aug/Renewables-Competitiveness-Accelerates-Despite-Cost-Inflation